

Laos 1959-1961 - correspondence, official documents, press clippings, chrono...

HS L 179:88



National Library
of Sweden

Dag Hammarskjöld's saml.

Laos - 1960

25 Aug. - 1 Sept.

Zellweger, Edouard (Special Consultant
to the Sec. Gen., Laos)

- 2 letters to D.H.



VIENTIANE, LAOS

25 août 1960

2
31/8/60
Cher Monsieur Hammarskjöld,

Je crois utile d'ajouter quelques observations générales à mes rapports télégraphiques sur le coup de force militaire du capitaine KongLe et son déroulement jusqu'à présent.

1. Le coup de force militaire du 9 août a été l'affaire exclusive du second bataillon de parachutistes et de son chef, le capitaine KongLe. Celui-ci a appelé les 450 hommes formant son bataillon "les véritables membres du parti révolutionnaire". KongLe n'a cessé d'affirmer que son "mouvement n'a été aidé ou causé, ni moralement ni matériellement, par une puissance étrangère quelconque". Jusqu'à présent en tout cas, personne n'a su découvrir des instigateurs du coup d'état ou autres personnes tirant les ficelles, (sauf que les milieux PEO - Mission militaire des USA - à Phnom Penh et Saigon ont répandu le bruit, que la France avait monté le coup, ce qui a beaucoup ému l'ambassadeur de France à Vientiane). Le 12 août, KongLe a annoncé que 270 officiers et soldats s'étaient ralliés à lui. Les forces de police stationnées à Vientiane se sont placées dès le début sous ses ordres. A aucun moment KongLe n'a disposé d'une force combattante dépassant 1000 hommes. Ces effectifs ont été complétés par un escadron de chars blindés.

Le trait saillant du coup de force militaire est celui-ci: Ses auteurs n'ont pas voulu s'emparer du pouvoir eux-mêmes mais imposer une orientation politique nouvelle et faire nommer un gouvernement, qui serait garant de cette reorientation politique. Malgré l'illégalité de son action et malgré l'annonce qu'il avait pris en main tous les pouvoirs civils et militaires, le Comité du coup d'état a fait savoir dès le début qu'il ne voulait pas un changement de régime. Dans son Communiqué No.2 du 9 août 1960 le Comité du coup d'état, qui s'appelait à ce moment encore "le Haut Commandement des Forces de la Révolution", a "fait part à la population que le présent coup de force militaire a pour but de consolider la Nation, la Race, la Religion et la Constitution". Le 13 août 1960 il jugeait opportun de préciser

"que le terme "Révolution" a été mal utilisé par le Service de la traduction dans les premiers communiqués du Comité. Il convient d'appeler ce mouvement

un Coup d'Etat car le Comité n'a aucune intention de changer le régime du pays. Le Comité continuera à respecter le Souverain et la Constitution du Royaume.

Le Comité voudrait ensuite démentir les dépêches de l'A.F.P. en provenance de Bangkok en date du 11.8.60 selon lesquelles le Comité demanderait le renvoi des américains du Laos et solliciterait une assistance soviétique.

La même dépêche déclare que "le Prince Souphanouvong serait derrière ce Coup d'Etat". Le Comité précise encore une fois que ce mouvement n'est fomenté par aucun parti politique ni supporté par une puissance étrangère. Il a pour seuls buts de lutter pour la paix, la neutralité, la liberté et la prospérité du Laos".

Le Comité du coup d'Etat s'est donc comporté en gouvernement de fait local visant à la formation, selon la procédure constitutionnelle, d'un gouvernement nouveau, qui ferait siens les points les plus importants du programme du Comité (neutralité selon le modèle des Indes, de la Birmanie, du Ceylon, rétablissement de la paix intérieure par une action politique et non-militaire, lutte contre la concussion). Immédiatement après le vote d'investiture passé par l'Assemblée Nationale en faveur du gouvernement Souvanna Phouma (17 août) le capitaine KongLe a déclaré dans une adresse radiodiffusée, qu'il avait "remis les pouvoirs administratifs du pays entre les mains de S.A. Souvanna Phouma, régulièrement investi par l'Assemblée Nationale". Auparavant, c.a.d. après le renversement du gouvernement Somsanith par un vote de méfiance de l'Assemblée Nationale (15 août), KongLe, prenant la parole à la Radio, avait fait savoir que, d'après l'avis du Comité du coup d'Etat, un esprit de compromis devait prévaloir dans la formation du nouveau gouvernement. En s'exprimant ainsi il a peut-être voulu agir en accord avec un postulat énoncé dans une de ces premières adresses radiodiffusées (11 août): "Je réclame la libération de la domination des cliques politiques. Aucun groupe de la population ne doit en opprimer un autre".

Evidemment, il faudra qu'une période de transition s'écoule, avant que KongLe rentre dans le rang. Pour le moment, il est adjoint du général Ouan Rathikoun, Commandant en chef des Forces Armées. KongLe voudra sans doute veiller à ce que les postulats principaux de son mouvement ne soient pas noyés dans un compromis à intervenir entre Souvanna Phouma et Phoumi. Souvanna se dit certain que KongLe rentrera dans le rang. D'ailleurs, KongLe

l'a dit lui-même dans une interview accordée le 18 août à la "Voix du Peuple", hebdomadaire ronéographié, dont le directeur politique est Thong Southivongnorath, Vice-président de l'Assemblée Nationale:

Demande : Maintenant que vous sortez grandi de votre coup d'Etat, vous ne sauriez vous endormir sur vos lauriers. Pour le Pays qui a besoin de vrais chefs, vous devez prendre le Commandement, comme celui par exemple de Général Gouverneur de la Ville de Vientiane. Qu'en dites-vous?

Reponse : Je veux être toujours le Capitaine KongLe. Je ne suis pas blasé; ce que j'ai fait est pour moi un devoir de citoyen. L'exécutif est responsable de l'avenir du Pays ainsi que l'Assemblée.

2. Il est peu probable que la crise produite par le coup d'état ait pu trouver une solution pacifique, s'il ne s'était pas trouvé sur place une personnalité jouissant d'un grand prestige dans le pays tout entier et en laquelle les rebelles plaçaient leur confiance. C'était en vérité une chance unique que le Prince Souvanna Phouma - écarté du pouvoir en 1958 sous la pression des Etats-Unis d'Amérique, qui n'approuvaient pas sa politique de pacification intérieure et de neutralité - fût là et qu'il fût en outre président de l'Assemblée Nationale. On voit mal, comment un dénouement pacifique de la crise aurait été possible sans Souvanna Phouma. Celui-ci s'est d'abord efforcé de rendre possible le dialogue entre les rebelles et le gouvernement royal. En tant que président de l'Assemblée Nationale il a su faire jouer un rôle à celle-ci dans les premières phases du dénouement de la crise. En effet, le 14 août, l'Assemblée Nationale a renversé le gouvernement Somsanith par un vote de méfiance, déblayant ainsi le chemin pour la désignation, par le Roi, de Souvanna Phouma comme premier ministre d'un nouveau gouvernement. Le gouvernement Somsanith n'aurait pas démissionné de son propre chef, c.a.d. sans le vote de méfiance du parlement. J'en veux pour preuve la lettre en date du 13 août 1960, que m'a adressé Khampan Pan-ya de Luang-Prabang. Se référant à la rébellion des parachutistes, cette lettre dit:

"En face de cet acte d'inscipline le Gouvernement Royal, fidèle à sa mission, et fort de l'approbation de l'Assemblée Nationale, usera de tous

les moyens dont il dispose pour ramener l'ordre et assurer le fonctionnement normal des institutions constitutionnelles tout en évitant autant que possible une effusion de sang.

Provisoirement le Gouvernement Royal a décidé d'établir son siège à Luang-Prabang".

Quand le gouvernement Somsanith a démissionné à la suite du vote de méfiance, il n'a pas agi sous contrainte au sens juridique, car presque tous les membres du gouvernement, y compris le premier ministre, se trouvaient à Luang-Prabang et n'étaient exposés à aucune menace. Par la suite, certains membres du gouvernement et l'entourage du Roi ont apparemment regretté la démission donnée. C'est, me semble-t-il, la raison, pourquoi le Roi a été empêché de remplir l'obligation lui incombant en vertu de la constitution de signer le décret portant nomination des membres du gouvernement. La formation d'un gouvernement se fait en quatre phases:

- a. Le Roi désigne le Président du Conseil, qui forme le Gouvernement.
- b. Le Président du Conseil soumet le Gouvernement à l'agrément de l'Assemblée Nationale (vote de confiance à la majorité des deux tiers des membres présents).
- c. Après que l'Assemblée Nationale a voté la confiance au Gouvernement, le Roi signe une Ordonnance Royale portant nomination des Ministres.
- d. Après leur nomination et avant de prendre possession de leur charge, les Membres du Gouvernement doivent prêter serment.
- e. Comme ailleurs, le Gouvernement démissionnaire assure l'expédition des affaires courantes jusqu'à l'installation du nouveau Gouvernement.

La formation du gouvernement Souvanna Phouma a été arrêtée - inconstitutionnellement - entre la phase 2 et la phase 3. D'autre part, le gouvernement démissionnaire n'a pas pu vaquer à l'expédition des affaires courantes, ses membres - à l'exception du premier ministre - se trouvant en dehors de Vientiane, dispersés dans les provinces. Le premier ministre démissionnaire a d'ailleurs tiré la conclusion de cet état de choses en informant Souvanna Phouma que le gouvernement démissionnaire n'était pas à même d'assurer l'expédition des affaires courantes, laissant ainsi le champ entièrement libre à l'action gouvernementale de Souvanna Phouma. L'homme fort dans le gouvernement dé-

missionnaire, le général Phoumi, a, quant à lui, constitué son Comité contre le coup d'état - groupant les commandants de quatre sur cinq régions militaires et le commandant des parachutistes - le jour après la démission du cabinet Somsanith. En allant rencontrer, le 23 août, Phoumi au quartier général de ce dernier, Souvanna Phouma a fait non seulement acte de patriotisme, mais aussi de perspicacité politique. Il pouvait s'attendre à ce que son prestige impressionne les chefs militaires rassemblés autour de Phoumi et relâche les liens de loyalisme, qui pouvaient exister entre Phoumi et les chefs militaires se trouvant de son côté. L'effet de la visite de Souvanna Phouma à Savannakhet a été sans doute d'éloigner les chefs militaires de Phoumi dans une mesure plus ou moins large. J'en ai fait la remarque à Souvanna Phouma après son retour, et il m'a répondu qu'il ne lui serait pas trop difficile de soulever toutes les provinces contre Phoumi, mais qu'il ne voulait pas d'une effusion de sang.

Quand, la semaine dernière, j'ai accompli ma mission d'exploration à Luang-Prabang, j'ai pu faire une expérience, qui dévoilait la nature précaire du loyalisme des officiers supérieurs envers Phoumi. Le colonel, à la garde duquel j'ai été confié pendant toute la durée de mon séjour à Luang-Prabang, est le commandant de la première région militaire et un des 6 membres du Comité contre le coup d'état présidé par Phoumi. Il m'a fait part du conflit de conscience, dans lequel le plongeait la situation actuelle. Il m'a dit que son désir véritable était d'être loyal envers Souvanna Phouma, premier ministre désigné par le Roi et investi par l'Assemblée Nationale, mais que force lui était de se conformer aux ordres de son supérieur immédiat, le général Phoumi. Il a ajouté que, si cette situation devait durer plus de quelques jours, il demanderait une audience au Roi pour lui faire part d'un conflit de conscience créé de toutes pièces par le refus de Sa Majesté de prendre position. Il m'a finalement prié de présenter ses hommages à Souvanna Phouma et de lui donner connaissance de ses tourments.

3. Le coup de force militaire a été fomenté, dans les propres termes du capitaine Kongle, "pour exaucer le désir de la population, à savoir ramener la paix et la concorde dans le pays, lutter contre la concussion pour le progrès et la prospérité du pays". Ce double désir est sans doute largement répandu et dans la population et dans l'armée. Au moins une grande partie de l'armée en a assez d'être engagée un peu partout dans le pays dans des actions de guerre civile contre les unités Pathet-Lao ou des populations villageoises suspectées d'aider les Pathet-Lao. Le thème de la lassitude, du dégoût de la guerre

civile a occupé une place saillante dans tous les discours du capitaine KongLe:

"On m'a envoyé dans tous les coins du pays pour combattre les communistes. J'ai été témoin du drame. Je n'ai jamais noté une intervention étrangère. Je n'ai vu ni Chinois, ni Vietnamiens; je n'ai vu que des Lao, toujours des Lao".

Dans un autre discours (10 août) KongLe a dit:

"Les conditions dans notre pays ont été continuellement telles, qu'elles ont causé la destruction de maisons, fermes, huttes et autres biens appartenant à notre peuple. Nos frères et soeurs souffrent chaque minute. Si vous possédiez une maison ou autre propriété dans les provinces, et si vous étiez traité avec violence ou forcé d'accepter quelque chose, que vous ne voulez pas, vous diriez avec juste raison qu'on vous tire par le nez et que vous ne pouvez pas respirer librement. A cause de telles pressions, a cause des actions de guerre civile, le peuple de ce pays est acculé à la misère et à la famine".

Les méthodes préconisées et par le Comité du coup d'état et par Souvanna Phouma pour mettre fin aux troubles intérieurs sont une politique de neutralité véritable ainsi que des pourparlers avec les chefs Neo Lao Hak Xat sur l'application des accords de Vientiane de 1957.

Un autre mobile puissant se trouvant à la base du coup d'état était la volonté de lutter contre la corruption et la concussion, maux, dont la grande majorité des dirigeants lao et une partie importante de l'administration sont affectées. La corruption a, en effet, pris une extension effarante, ce qui est admis publiquement et par chacun. J'en veux pour preuve deux articles parus dans "l'Indépendant", journal de l'ancien premier ministre Phoui Sananikone, et dûs probablement à la plume de son frère, Ngon Sananikone, ancien ministre de la Justice:

"La plaie de la corruption saigne abondamment chez nous. Si les pouvoirs publics s'en inquiètent et le proclament, c'est qu'elle risque de provoquer, quelque jour, la colère massive des gens qui peuvent encore s'indigner parce qu'elles ont assez de conscience pour résister, si elles sont au service de

l'Etat, ou, si elles ne le sont pas, parce qu'elles paient, en somme, de leurs deniers toutes cette impudence. Voitures et villas, propriétés campagnardes, train de vie agréable ou somptueux, petites amies à jupes fendues ou à pantalons de soie, tous ces signes apparents de la richesse, de l'aisance ou du plaisir, il faut bien qu'ils s'expliquent par quelque manne. Ce n'est ni mystérieux ni difficile à déceler pour peu qu'on y veuille mettre le nez. Mais jusqu'à présent ceux qui ont voulu aborder le problème ont sans doute vu surgir derrière celui-ci tant de parents, d'alliés, de proches, d'amis, de collègues, d'électeurs, d'ennemis, de puissants, de clients, qu'ils ont préféré abandonner la partie et se contenter d'énergiques et dérisoires menaces verbales. Le problème reste donc entier. Il attend une solution radicale. Nous comprenons qu'il est plus difficile maintenant que naguère de porter le scalpel là où faut. Mais si cela était fait, quel prestige pour le chirurgien! Quels arguments enlevés aux ennemis du régime, tapis dans tous les coins, même dans les rouages de l'Etat! Quel succès pour la morale tout court!" (L'Indépendant du 26 juillet 1960).

Dernièrement, un projet de loi a été déposé devant l'Assemblée Nationale pour autoriser la révision de certains jugements rendus par l'instance judiciaire suprême (Cour de Cassation). Voici les motifs de ce projet de loi d'après "L'Indépendant" du 2 août 1960:

"Pour qu'un gouvernement passe outre à cet ordre établi et touche à l'un des fondements les plus immuables de la Justice, il faut que les choses aillent mal et qu'il y ait de graves défaillances dans le Corps des magistrats. Selon des sources autorisées, certains arrêts de la Cour de Cassation n'étaient pas, en effet, tout à fait conformes à l'esprit des lois. Les tentations qui rappellent le temps des épices sous les monarchies européennes, ont entaché, hélas là aussi, certains fonctionnaires que ne tourmentent guère la conscience professionnelle, la séparation des pouvoirs ou simplement l'honneur. Pour ceux-là, juger n'est qu'un acte vénal; les plaideurs- qu'une race taillable à merci. .

Mais tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse et l'opinion publique est maintenant saisie, qui plus est, par la voie du Parlement".

Dans la mesure qu'une opinion publique existe au Laos les demandes ci-dessus mentionnées du Comité du coup d'état - paix intérieure, neutralité, lutte contre la corruption - sont entièrement approuvées et soutenues par elle. Tous les observateurs sont d'accord sur ce point.

4. La crise a révélé d'une manière claire les tendances de la politique poursuivie par les grandes puissances, et notamment par les Etats Unis d'Amérique, au Laos. L'homme des Etats Unis est le général Phoumi. Ils ont vu sans sympathie la formation d'un gouvernement Souvanna Phouma. "Voice of America" continue à ce jour d'appeler Souvanna Phouma "prime minister designate". Les fonctionnaires de l'USIS déclarent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas ici pour pratiquer ou favoriser une politique de neutralité. L'attitude américaine, telle qu'elle peut être perçue à Vientiane, correspond aux déclarations faites par M. Zablocki, membre du House of Representatives, et rapportées dans "New York Times" du 16 août 1960:

"A reappraisal of US aid to Laos was asked today by the chairman of the House Foreign Affairs subcommittee on the Far East. Rep. Clement J. Zablocki, Wisconsin, Democrat, said he was confident that "in the long run Laos will align itself with the free world". But the move toward a neutralist government, he said, necessitated "a complete reappraisal and review of our assistance program".

L'ambassadeur USA lui-même, quoique plus flexible que ses collaborateurs et accessible à une discussion de ce que devrait être une politique de neutralité lao, m'a dit, que son gouvernement avait une préférence en faveur de Phoumi. Il s'est exprimé en termes encore plus explicites vis-à-vis de l'ambassadeur du Japon. De son côté, Phoumi semble adhérer à la pseudo-neutralité chère aux Américains. Le 19 août, il a dit à des journalistes thaïlandais (Bangkok World du 20 août 1960):

"Further proof of the new administrations pro-Red leanings, the General said, were its avowed goals of strict neutrality".

Les Français sont plutôt en faveur de Souvanna Phouma. Ils prennent cependant garde de ne rien faire, que pourrait rendre Phoumi indisposé envers eux au cas, où il reviendrait au pouvoir. La Grande Bretagne et les Indes pensent qu'un gouvernement Souvanna Phouma et une politique de neutralité d'après son concept seraient dans l'intérêt du pays.

5. Pour terminer j'ai à vous rendre compte de la position attribuée à votre Représentant spécial pendant la crise et des réactions suscitées par certaines de ses actions.
- a) Dimanche matin, le 14 août, le Doyen du corps diplomatique (ambassadeur de Thaïlande) est venu me trouver pour me dire, qu'il envisageait de convoquer les chefs de mission afin d'examiner avec eux le problème de nos relations avec le Comité du coup d'état. Pour autant qu'il s'agissait de discuter de questions, desquelles nous traitions normalement avec la direction du protocole, il présiderait la réunion. Dès que des questions de caractère politique viendraient sur le tapis, il serait heureux de me voir assumer la présidence. Les ambassadeurs des Indes et du Cambodge, disait-il, pourraient se sentir mal à l'aise, s'il dirigeait des débats relatifs à des problèmes politiques. J'ai dit que j'étais prêt à me charger de cette tâche, à condition que les autres chefs de mission y consentent. - La réunion n'a pas eu lieu, parceque déjà le jour suivant Souvanna Phouma allait être désigné comme premier ministre.
- b) Vous connaissez déjà les détails de ma mission d'exploration à Luang-Prabang, entreprise à la demande des ambassadeurs des Etats-Unis, France, Grande Bretagne et Australie. J'ai été choisi, parceque les ambassadeurs étaient d'avis que le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies était le seul dont l'impartialité ne pouvait être contestée et qui n'avait aucun intérêt national à sauvegarder. Le seul ambassadeur critiqué par la suite par son gouvernement pour avoir consenti à ma mission était l'ambassadeur de France. Le Quai d'Orsay semble estimer qu'il n'appartient pas aux Nations Unies de jouer un rôle dans une crise comme celle que traverse le Laos, qu'un tel rôle doit être réservé aux puissances. (C'est le général de Gaulle, qui ne veut pas vous rendre visite à votre siège). J'ai été fortement pris à part par la presse thaïlandaise et (d'après cette presse) par les milieux officiels thaïlandais à cause de ma mission. Il leur a plu de faire de moi un émissaire de Souvanna Phouma allant quémander la signature du Roi sur le décret portant nomination des ministres du nouveau gouvernement. Vu que les communications entre Vientiane et Luang-Prabang étaient coupées, je ne pouvais refuser à Souvanna Phouma d'emporter un pli destiné au Chef d'Etat, qui l'avait désigné comme premier ministre, d'autant plus que j'avais le devoir de présumer que le Souverain voulait maintenir le contact avec son premier ministre et exercer ses fonctions constitutionnelles. Je joins à la présente une note de Mlle. Granger sur les réactions thaïlandaises. Elle s'est trouvée à Bangkok au moment critique; elle devait y voir M. Adiseshia de l'UNESCO.

c) Immédiatement après avoir autorisé M. Gaillard d'accompagner Souvanna Phouma à Seno et Savannakhet je me suis mis en route pour informer les ambassadeurs des Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Indes de ma décision. L'ambassadeur de Grande-Bretagne l'a approuvée chaleureusement, l'ambassadeur des Indes m'en a félicité, l'ambassadeur des Etats-Unis, sans être enthousiaste, n'a pas formulé d'objection, tandis que l'ambassadeur de France l'a fortement critiquée pour les motifs exposés plus haut. Peu d'heures après le départ de M. Gaillard on connaissait déjà au Ministère des affaires étrangères les sentiments de l'ambassadeur de France au sujet du voyage Gaillard. Ils y ont provoqué de l'indignation. Le Directeur des affaires politiques, faisant siennes les opinions de ces collègues, disait: Que la France oublie enfin son passé de puissance coloniale. Le groupe du général Phoumi, de son côté, n'a pas pris aucun ombrage de la présence de M. Gaillard à côté de Souvanna Phouma, au contraire, d'après des déclarations faites à des journalistes thaïlandais et rapportées entre autre par "Bangkok World", l'entourage de Phoumi a laissé entrevoir, que c'était sur sa proposition que Gaillard avait accompagné Souvanna afin de garantir la sécurité personnelle de ce dernier.

Croyez-moi, cher Monsieur Hammarskjöld, votre très dévoué

L. Fellner

M. D. Hammarskjöld
Secrétaire général des Nations Unies
New York.



VIENTIANE, LAOS

1 septembre 1960

Cher Monsieur Hammarskjöld,

1. Le nouveau gouvernement sorti de la crise déclenchée par le coup de force militaire du capitaine Kong Le est à la différence du gouvernement Somsanith - un véritable gouvernement de coalition. Le parti du général Phoumi, Paxasangkhom, qui, à l'Assemblée Nationale, est le parti majoritaire, ne fournit que trois sur dix ministres et un secrétaire d'état sur quatre. Il est possible qu'un des deux ministres sans parti (Leuam Insisienmay) soit incliné à soutenir Phoumi. Quant à l'autre sans parti (Nhouy Abhay) il est difficile de faire une prognose de son attitude. Il a une tendance à suivre le plus fort; toutefois on sait qu'il n'a pas beaucoup de sympathie pour Souvanna Phouma.

Le dénouement de la crise est, me semble-t-il, caractérisé par trois traits saillants, dont deux se situent sur le plan politique et un sur le plan personnel.

A la politique de pacification intérieure par l'action militaire se substitue une politique de réconciliation nationale par l'action politique (négociations avec les Pathet-Lao ayant pour objet l'application des accords de Vientiane intervenus en 1956 et 1957 entre le Gouvernement Royal et la Délégation Politique des Forces Pathet-Lao).

La politique de neutralité pro-américaine et pro-occidentale est remplacée par "une politique de vraie et sage neutralité, conforme aux aspirations du peuple et à la position géographique du Royaume", politique comportant l'acceptation de "toutes aides extérieures sans conditions militaires et politiques" ainsi que "la coopération internationale par le renforcement des amitiés existantes et éventuellement par des contacts amicaux avec d'autres pays amis de la paix". (Un premier contact avec le Nord Vietnam s'est établi immédiatement après l'investiture du gouvernement Souvanna Phouma par l'Assemblée Nationale, le 17 août 1960. Le chef du gouvernement nord-vietnamien a adressé un télégramme de félicitations à Souvanna Phouma, qui a répondu sur un ton cordial).

Le changement important intervenu sur le plan personnel c'est le séparation du général Phoumi de l'armée. Bien à contrecœur, le général Phoumi a dû renoncer au ministère de la défense

nationale. En le coupant de l'armée, on l'a privé des fondements de l'influence et du pouvoir qu'il a exercés jusqu'à présent dans le domaine de la politique. C'est parcequ'il a pu mettre l'armée au service de sa stratégie électorale qu'il est sorti grand vainqueur des élections du mois d'avril et qu'il a su constituer autour de lui-même et de ses amis du CDIN un groupe majoritaire à l'Assemblée Nationale. Il est vrai que la cohésion du groupe parlementaire du Paxasangkhom est sujette au doute. Phoumi a toujours réclamé pour l'armée un rôle politique. Ce n'est pas la police - aux ordres du ministère de l'intérieur - c'est l'armée, qui a été utilisée pour combattre la subversion, le communisme et tout ce qu'on jugeait opportun d'assimiler au communisme. C'est ainsi que le ministère de la défense nationale est naturellement arrivé à exercer un contrôle sur les mouvements et la vie politique du pays.

Néanmoins, les compétences attribuées au ministère de l'intérieur confèrent à Phoumi des pouvoirs importants. En tant que ministre de l'intérieur il contrôle et la police et l'administration provinciale. Les gouverneurs des provinces sont sous ses ordres directs. Il saura certainement acquérir une position de force au ministère de l'intérieur. Les milieux politiques et administratifs de Vientiane doutent fort qu'une collaboration véritable entre Souvanna Phouma et Phoumi soit possible à la longue. Ils s'attendent à ce que Phoumi essaie tout pour disputer la première place au président du conseil.

2. Le parti Neo Lao Hak Xat (NLHX), au cours de la crise, a déployé une activité grandissante de jour en jour. A partir du 24 août un émetteur NLHX est entré en fonction, de sorte que la guerre des ondes a été entretenue par trois stations d'émission (Vientiane, Savannakhet et NLHX). Des experts américains estiment que le NLHX a su se procurer un émetteur fourni à l'armée au titre de l'assistance militaire américaine. Le parti du prince Souphanouvong s'est efforcé de tirer un profit maximum du coup d'état. Il a soutenu le programme et les demandes du comité KongLe. Il s'est violemment opposé à l'entrée au gouvernement de Phoumi et Inpeng. Avec beaucoup d'adresse Radio NLHX a présenté l'insurrection de KongLe comme un mouvement s'insérant dans le cadre général de la politique du NLHX, sans jamais dire que KongLe a été excité à son action par le NLHX. De cette manière ils ont essayé de s'assurer leur part au succès et à la popularité de KongLe et de se mettre à l'ombre de ses lauriers. L'approbation que l'action et le programme de KongLe ont trouvé à bien des endroits a certainement profité à l'agitation du NLHX. Et il

x Les chefs NLHX

n'est pas exclu que ses "agitprops" aient réussi dans quelques villages à mutiner les troupes y stationnées et faire tuer leurs officiers, comme le prétend Radio NLHX. A la différence des déclarations et discours de Kong Le et ses officiers, NLHX n'a pas pu s'empêcher d'insérer dans sa propagande des appels à la violence: "Insurgez-vous, tournez vos fusils contre le groupe des rebelles (Phoumi). Opposez-vous aux Américains" - "Tuez chaque officier qui prend le parti des Etats-Unis et du groupe Phoumi-Somsanith". Au demeurant, l'activité accrue et s'intensifiant de jour en jour du NLHX a certainement accéléré la solution de la crise. Lors de mon séjour à Luang-Prabang je n'avais pas manqué de souligner dans mes conversations avec Khou Abhay, Khamphan Panya et le Secrétaire général du Palais Royal combien toute prolongation de la crise devait profiter au NLHX. Aucun de mes interlocuteurs ne m'a contredit sur ce point.

3. Pendant toute la durée de la crise le gouvernement et la presse thai se sont rangés du côté du général Phoumi, même et surtout à partir du moment, où Phoumi s'est fait lui-même rebelle en se mettant à la tête du "Comité contre le coup d'état". La presse et la radio thai a été une pépinière de nouvelles fausses ou déformées sur la situation laotienne. Les attaques contre Souvanna Phouma n'ont pas fait défaut. Il a démenti personnellement l'allégation diffusée par la Radio de Bangkok, suivant laquelle le Prince Souphanouvong, chef du parti NLHX, résiderait au domicile du premier ministre. A propos d'une autre information diffusée par le même émetteur et affirmant que son gouvernement recevait de l'argent des pays communistes, Souvanna Phouma a déclaré: "Il s'agit là d'une allégation purement gratuite et sans aucun fondement. Les sommes, que nous utilisons proviennent de l'aide américaine et je demande aux responsables de la Radiodiffusion Thai de ne pas confondre l'Est et l'Ouest". Par arrêté du 26 août 1960 le gouvernement Souvanna Phouma a interdit, à titre provisoire, l'introduction, la circulation et la mise en vente de 9 journaux thai et 13 journaux sud-vietnamiens. Quelques agents militaires et de police thai ont pénétré dans Vientiane et ont été arrêtés. Deux de ces agents avaient introduit avec eux un émetteur et un récepteur radiophoniques. Les deux appareils ont été confisqués et les deux agents mis à la disposition de l'ambassadeur de Thaïlande pour le convaincre que, contrairement aux dénégations des autorités et de la presse thai, des infiltrations avaient eu lieu.

La mesure la plus préjudiciable prise par les autorités thai était la fermeture de la section de la frontière entre Vientiane et ses alentours d'une part, la Thaïlande d'autre part. Par cette mesure le ravitaillement de Vientiane avec les produits agricoles du voisinage thaïlandais et l'approvisionnement avec les marchandises en provenance de Nongkhai - terminus du chemin de fer partant de Bangkok - ont été arrêtés. Toutes les importations destinées à Vientiane, pour autant qu'elles ne se font pas par avion, se font par chemin de fer Bangkok-Nongkhai. L'effet de ce blocus - annoncé d'ailleurs par le général Phoumi - a été sensible. L'offre de produits agricoles sur le marché de Vientiane s'est fortement diminuée, les prix sont montés en flèche (1 Kilo de pommes de terre = 1 \$ USA). Le gouvernement Souvanna Phouma a dû entrer d'urgence en pourparlers avec le gouvernement cambodgien pour la fourniture de riz (à transporter par avion). Vu les réserves modestes, de carburant - ~~produit thermique~~ - le courant électrique a été rationné; il est coupé de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures.

L'attitude de la Thaïlande par rapport à la crise lao a été définie par le premier ministre Sarit Thanarat de la manière suivante (d'après un rapport paru dans "Bangkok World" du 26 août 1960):

Press conference Sarit Thanarat 25/8

. . . "The PM explained that his government could not even be happy with a compromise between the two antagonist forces in Laos, brought about with the influence of the pro-Communist Pathet Lao rebels and their leader, Prince Souphanouvong.

Although Thailand would adhere to its policy of non-interference in Laos, the PM explained Thailand was forced to, "protect itself against the expansion of the Communists" which may endanger the country's security and independence".

4. Mlle Granger m'a remis un complément à sa note du 26 août 1960, annexée à ma lettre du même jour, sur l'attitude de la Thaïlande. Je joins ce complément à la présente.

Croyez-moi, cher Monsieur Hammarskjöld, votre sincèrement dévoué

L. Farner